

Unité départementale de l'Isère

Grenoble,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **UTVDM du SICTOM de la Bièvre à PENOL**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 septembre 2022 de l'UTVDM de PENOL exploitée par le SICTOM de la Bièvre.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENT : UTVDM - Sictom de la Bièvre
- Adresse : Lieu dit « Les Burettes » - 38260 Penol
- Code AIOT dans GUN : 61.10016
- Régime : A
- Statut Seveso : non concerné

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

## **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats réalisés sur le site pour les thèmes choisis pour cette inspection (rejets atmosphériques, détection de radioactivité, odeurs et propreté du site) n'ont mis en évidence aucune non conformité au regard des exigences réglementaires applicables au site.

## 2-4) Fiches de constats

### Point de contrôle 1

<b>Référence réglementaire :</b> article 3-2-3 de l'AP du 10 août 2011						
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : - à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en O <sub>2</sub> de 21%. <table><tr><td>NH<sub>3</sub></td><td>50 mg/m<sup>3</sup></td></tr><tr><td>H<sub>2</sub>S</td><td>5 mg/m<sup>3</sup></td></tr></table>			NH <sub>3</sub>	50 mg/m <sup>3</sup>	H <sub>2</sub> S	5 mg/m <sup>3</sup>
NH <sub>3</sub>	50 mg/m <sup>3</sup>					
H <sub>2</sub> S	5 mg/m <sup>3</sup>					
<b>Constats :</b> Le laveur de gaz utilisant de l'acide sulfurique permet un abattement de l'ammoniac mesuré à 80%. Les résultats des analyses réalisées en mai 2022 par la société OLENTICA montrent le respect des valeurs limites applicables en NH <sub>3</sub> , en H <sub>2</sub> S.						
<b>Avis de l'inspection des ICPE:</b> conforme						
<b>Proposition de suites :</b> aucune						

### Point de contrôle 2

<b>Référence réglementaire :</b> article 7-3-5-1 de l'AP du 10 août 2011		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant, qu'il s'agisse de déchets ménagers et assimilés, de déchets dangereux, ou de terres polluées. Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à 3 fois le bruit de fond local. il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.		
<b>Constats :</b> Le portique de radioactivité a été vérifié par la société Berthold France. Le rapport ne mentionne aucune anomalie. La vérification périodique du dosimètre portatif RADEX a également été réalisée et l'instrument est conforme. Les modalités et les périodicités de vérification exigibles sont respectées.		
<b>Avis de l'inspection des ICPE:</b> conforme		
<b>Proposition de suites :</b> aucune		

### Point de contrôle 3

<b>Référence réglementaire :</b> 3-1-3 de l'AP du 10 août 2011
<b>Prescription contrôlée</b> Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les effluents gazeux canalisés dégageant des émissions d'odeurs sont récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz (laveur et biofiltre).
<b>Constats :</b> Les dispositifs d'épuration des gaz (biofiltres) sont présents, suivis, entretenus et ils sont efficaces, aucune odeur n'a été relevée sur le site. Le site n'a fait l'objet d'aucune plainte depuis plusieurs années. Le site est correctement exploité, il présente un état de propreté satisfaisant.
<b>Avis de l'inspection des ICPE:</b> conforme
<b>Proposition de suites :</b> aucune